

Aff N°: C24110073

N° chrono: 6

Date: 15/01/25

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

## Aménagement et extension de la base de l'ERIS DIJON (21)

### MAITRE D'OUVRAGE

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES  
CENTRE EST- DIJON  
PENITENTIAIRES CENTRE EST- DIJON  
DIRECTION INTERREGIONALE DE DIJON  
72A RUE D AUXONNE  
21033 DIJON CEDEX

**Architecte**

BAU ARCHITECTES  
16 rue de la Butte Chaumont  
21240 TALANT  
France

**COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE****PHASE DE CONCEPTION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON  
BABINSKI CHRISTOPHE  
4 RUE LOUIS DE BROGLIE  
BP 37004  
21070 DIJON CEDEX

**PHASE DE REALISATION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON  
BABINSKI CHRISTOPHE  
4 RUE LOUIS DE BROGLIE  
BP 37004  
21070 DIJON CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	08/01/25	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	5
2	Aucun	15/01/25	Nouvelle rédaction du PGC : Suivant observations du MOA	6

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>8</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	19
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	20
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>21</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	21
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	23
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	24
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	27
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	27
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	30
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	31
<b>4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>41</b>
4.1. ORGANISATION DES SECOURS	41
<b>5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>43</b>
5.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	43
<b>6. ANNEXES</b>	<b>45</b>

6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	45
6.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	49
6.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	49
6.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	49
6.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	49
6.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	49
6.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	49
6.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	50

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

##### **Nom de l'opération :**

Aménagement et extension de la base de l'ERIS - DIJON (21)

##### **Descriptif de l'opération :**

Aménagement et l'extension de la base ERIS qui se situe au 72a Rue d'Auxonne à DIJON "21"

##### **Calendrier :**

Date début des travaux : Mai 2025

Durée totale des travaux : 15 mois

##### **Planning - Phasage de l'opération :**

1. Création de l'extension
2. La rénovation du RDC
3. La rénovation du R+1

##### **Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 10

Effectif pointe prévisible : 15

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Référé préventif

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

Interdiction de survol

#### 1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

**Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention.**

**Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.**

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Référé préventif

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal


Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS


### 2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
86	<p><b>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>Personnes autorisées</b></p> <p><b>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération</li> <li>- les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe</li> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération</li> <li>- les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage</li> <li>- les coordonnateurs SPS de l'opération</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises</li> <li>- toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.</li> </ul> <p><b>Conditions d'accès des personnes autorisées</b></p> <p>Vous conformer aux obligations concernant l'accès des personnes autorisées, imposées sur le chantier.</p> <p><b>Transmettre au MOA au minimum deux semaines avant intervention:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les cartes nationales d'identité,</li> <li>• la liste de fourniture du matériel.</li> </ul> <p><b><u>Le MOA peut interdire l'accès à un intervenant s'en devoir se justifier.</u></b></p> <p>Le titulaire devra présenter à la Maitrise d'Ouvrage, à la direction de la Maison d'arrêt et à la Maitrise d'oeuvre, huit jours avant ses travaux, ses notes méthodologiques d'intervention, les moyens humains et matériels mis en oeuvre.</p> <p>L'établissement indiquera les modifications possibles en fonction de son organisation.</p> <p><b>Informations des salariés</b></p>	Maître d'ouvrage		Durée chantier
164	<p></p> <p><b>Transmettre au MOA au minimum deux semaines avant intervention:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les cartes nationales d'identité,</li> <li>• la liste de fourniture du matériel.</li> </ul> <p><b><u>Le MOA peut interdire l'accès à un intervenant s'en devoir se justifier.</u></b></p> <p>Le titulaire devra présenter à la Maitrise d'Ouvrage, à la direction de la Maison d'arrêt et à la Maitrise d'oeuvre, huit jours avant ses travaux, ses notes méthodologiques d'intervention, les moyens humains et matériels mis en oeuvre.</p> <p>L'établissement indiquera les modifications possibles en fonction de son organisation.</p> <p><b>Informations des salariés</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Deux semaines avant intervention



17	<p><b>Dès l'entrée sur le chantier</b>, le personnel sera systématiquement <b>informé</b> par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses <b>obligations en matière de protections individuelles et collectives</b> (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p> <p><b>Emargement du PPSPS</b> pour les salariés et intérimaires, <b>fiche d'accueil sécurité</b> sera consignée dans le classeur entreprise qui devra être disponible en salle de réunion de chantier.</p> <p><b>Identification des entreprises</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
138	<p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage.</p> <p>Tous les salariés et intérimaires devront être en possession de leurs <b>cartes du BTP</b>.</p> <p><b>Utilisation du personnel intérimaire</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
153	<p><b><u>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer,</li> <li>- que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré,</li> <li>- que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.</li> <li>- que les salariés disposent de leurs cartes du BTP</li> </ul> <p><b>Conditions de travail des entreprises étrangères</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
116	<p><b><u>Application de l'article L 1262-1 concernant le détachement temporairement des salariés sur le territoire national, à condition qu'il existe un contrat de travail entre cet employeur et le salarié et que leur relation de travail subsiste pendant la période de détachement.</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Application de l'article R 1263-3: l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues au 1° et au 3° de l'article L 1262-1, adresse à l'Inspection du Travail du lieu où s'effectue la prestation, ou du premier lieu de l'activité si elle doit se poursuivre dans d'autres lieux, une déclaration réglementaire (voir modèle sur le site de l'Inspection du travail).</li> <li>• Article R 1263-5: la déclaration obligatoire prévue à l'article R. 1263-4 est accomplie avant le début de la prestation, par lettre recommandée avec avis de réception, par télécopie en langue française ou par transmission électronique. Elle se substitue à l'ensemble des obligations de déclaration prévues par le présent code, hormis celles prévues au présent chapitre.</li> </ul> <p><b>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</b></p>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.




51	<p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p><b>A la charge du prestataire de service</b> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p><b>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité,</li> <li>- accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales,</li> <li>- présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre,</li> <li>- autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant.</li> </ul> <p><b>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt arriv. Ent
126	<p>Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise.</p> <p>A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteuses de grue, poseurs de filets, monteuses d'échafaudage, etc.</p> <p><b>Emploi de salariés détachés</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
96	<p><b>Rappel des obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français</b> :</p> <p>L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation;</li> <li>- désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation.</li> </ul> <p><b>Rappel des obligations du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage</b> :</p> <p>Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de cette déclaration;</li> <li>- une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment).</li> </ul> <p>A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent

47	<b>Fournisseurs - Livreurs</b>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
6	<p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p>Le "<b>Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité</b>" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : <b>cf. DHOL en annexe.</b></p> <p><b>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</b></p> <p>Certains visiteurs, qui ne sont pas partie prenante dans la réalisation de l'opération, sont autorisés à pénétrer sur le chantier sous réserve du respect des obligations décrites ci-après et de l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre.</p> <p>Les visiteurs seront obligatoirement accompagnés par une personne connaissant le chantier. Les conditions et modalités d'accès des visiteurs, devront être déterminées et organisées préalablement à chaque visite par le maître d'oeuvre et le demandeur, en concertation avec le coordonnateur SPS.</p> <p><u>Elles seront communiquées par écrit au demandeur. Ce dernier indiquera :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identité du demandeur et le motif de la visite</li> <li>- les jours et heures de visite autorisés, en dehors desquels la visite ne pourra pas avoir lieu</li> <li>- l'itinéraire de la visite à respecter obligatoirement</li> <li>- le nombre de personnes maximum à ne pas dépasser par visite</li> <li>- le nombre et les identités des personnes encadrant les visiteurs</li> <li>- les consignes de sécurité à respecter par chaque visiteur, notamment le port des équipements individuels de protection.</li> </ul>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
167	<b>Déclaration de sous-traitants</b>	Toutes entrep.	Coord.SPS Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	3 semaines avant intervention
	<p>Lors de la remise des offres et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.</p> <p>Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.</p> <p>Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire.</p> <p>L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention.</p> <p>Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage.</p>			
	<b>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</b>			
	<b>Dispositions particulières à l'opération</b>			

168	Les horaires de travaux sont imposés par l'établissement <b>"7h30 à 18h30"</b> . Le titulaire ne pourra en aucun cas déroger à ces horaires. Sur avis de l'établissement, il sera possible d'effectuer des travaux en horaires décalés.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
-----	--	----------------	-------------------------------------	----------------

## 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
21	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	Maître d'oeuvre	Coord.SPS Maître d'oeuvre	Ph. préparation
20	<b>CLOTURE DE CHANTIER</b> Mettre en place une clôture de chantier afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'oeuvre, du Coordonnateur SPS.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
32	<b>Caractéristiques générales</b> Clôtures constituées d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:  de <b>portails d'accès rigides</b> muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...). de panneaux "chantier interdit au public" de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire Les panneaux réglementaires <b>CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC</b> et <b>PORT DU CASQUE</b> et <b>DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE</b> seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.  Panneau type Heras dans les zones contigues à d'autres zones chantier (pour déplacement plus facile). Portails fermant à clefs et portillons métalliques piétons, selon nécessité phasage	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
14	<b>Fermetures des clôtures</b> Prévoir de maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...).	Toutes entrep.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
2	<b>Entretien des clôtures</b> Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc... <b>Panneau de chantier</b>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier

118 	<p>La fourniture et la mise en place d'un panneau de chantier (rigide et stable) réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire.</p> <p>Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Ph. préparation
29 	<p><b>Modification d'implantation de la clôture</b></p> <p>Toutes les modifications de tracé de la clôture seront décidées collégialement en réunion de chantier par le Maître d'oeuvre, le Maître d'Ouvrage et le CSPS.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Coord.SPS Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
159 	<p><b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b></p> <p>Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avt arriv. Ent
169	<p><b>Branchements provisoires</b></p> <p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001.</p> <p>Ils seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations d'accueil des salariés sur le chantier et de l'ensemble des équipements de chantier nécessaires à la réalisation des ouvrages.</p> <p><u>Electricité</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée




114	<p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du P.V de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un plan, le registre de sécurité, les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remède aux déficiences constatées dans les rapports précités</li> </ul> <p>Les entreprises TCE communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique lors de la période de préparation du chantier</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement.</li> <li>L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur.</li> <li>L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation.</li> <li>Un départ spécifique pour le façadier si nécessaire</li> </ol> <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <p><u>Supports des réseaux provisoires</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
79	<p>Depuis le point source, prévoir de mettre en place si nécessaire des socles béton et poteaux support bois afin de permettre les alimentations des différentes armoires électriques (armoire générale, armoires "intermédiaires", alimentation du téléphone et de l'ADSL etc...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>respecter les distances entre poteaux pour éviter une flèche trop grande des câbles</li> <li>hauteur de passage sous câble minimum 4,50 m, avec balisage par gabarit pour les câbles passant au-dessus des voies de circulation</li> <li>prévoir protections et balisages des socles béton</li> </ul> <p><u>Eau</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
155	<p>Réaliser un réseau d'alimentation en eau depuis le branchement au réseau de distribution public jusqu'aux attentes prévues à proximité de chaque bâtiment ou de chaque ouvrage.</p> <p><b>Le réseau de distribution d'eau sera positionné hors gel.</b></p> <p><u>Réseau E.U</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

137	<p>Pour les besoins du chantier , prévoir de réaliser un réseau d'évacuation des eaux usées de l'ouvrage depuis le branchement au réseau ou équipement d'assainissement jusqu'aux attentes prévues à une distance de 2 m de chaque bâtiment</p> <p><b>Aires de chantier</b></p> <p><u>Stockage, magasins</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
33	<p>Prévoir de réaliser une ou plusieurs aires afin de faciliter l'implantation des magasins et le stockage des matériels, en matériaux drainant, disposant d'un système d'évacuation des eaux pluviales et convenablement éclairées.</p> <p>Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.</p> <p><b>Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier</b></p> <p><u>A l'extérieur du chantier</u></p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
98	<p>Par manque de stationnement, il sera demandé que tous les véhicules personnels seront à l'extérieur du chantier.</p> <p>Certains véhicules entreprises pourront se stationner au pied du chantier</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
<b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b>				
39	<p><b>Branchements</b></p> <p><u>Electricité (réseau intérieur)</u></p> <p><b>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</b></p> <p><b>Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.</b></p> <p>Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds.</p> <p>Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues et nne devront en aucun cas créer des risques d'entrave à la circulation piétonne TCE du chantier</p> <p>Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers.</p> <p>Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</p> <p>Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p><u>Coffrets divisionnaires - composition et répartition</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier



75	<p>La répartition des coffrets électriques se fera en fonction de la configuration du chantier et en respectant les principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les postes de travail seront à moins de 25 m du coffret le plus proche</li> <li>• Ils comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A+ T et 1 prise 3x20 A+ T ainsi qu'un arrêt d'urgence normalisé.</li> <li>• Ils seront suspendus ou sur pieds.</li> <li>• Ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</li> </ul> <p>En cas de besoin, l'entreprise mettra à disposition de ses salariés un coffret ou des coffrets complémentaires d'alimentation électrique à chaque tranche. Ces coffrets ne seront pas éloignés de plus de 25 m du point de raccordement.</p> <p>La connexion sera compatible avec les prises existantes sur le chantier.</p> <p><u>Eclairage des circulations</u></p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
111	<p>Prévoir d'installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.</p> <p><u>Eclairage de sécurité</u></p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
151	<p>Installer un éclairage permettant l'évacuation sûre et facile du personnel, en particulier depuis les escaliers, sous-sols, zone aveugles,...</p> <p>Installer un balisage lumineux assurant la reconnaissance des obstacles, des changement de direction et des cheminement vers les sorties.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
57	<p><b>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</b></p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 m.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les entreprises devront privilégier les éclairages à leds , à défaut les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
108	<p><b>ZONE DE CANTONNEMENT</b></p> <p>Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.</p> <p><b>Gestion de cantonnement - Base vie</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Durée chantier



77	 <p>La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché.</p> <p>Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe.</p> <p>Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale des travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p> <p><b>Le lot DEMOLITION / GROS OEUVRE devra être autonome lors de son intervention lors des travaux de désamiantage</b></p> <p><b>Installations communes de vie collective</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
100	<p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p><u>Vestiaires</u></p>	Toutes entrep.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
28	 <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, <b>nettoyés au moins une fois par jour</b> et tenus en état constant de propreté.</p> <p>Les locaux vestiaires seront mis en place dès le démarrage des travaux .</p> <p><b>En cas de personnel féminin l'entreprise devra prévoir un vestiaire réservé.</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
156	<p><u>Réfectoire</u></p> <p><b>Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe.</b></p> <p>Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant.</p> <p>Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p> <p>Il sera équipé d'évier raccordé aux réseaux d'alimentation et d'évacuation du chantier.</p> <p>Poubelle et essuie mains</p> <p><b>Installations communes d'hygiène</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
68	<p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p><u>Sanitaires</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
128	 <p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique.</p> <p>Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).</p> <p><b>Différencier les cabinets d'aisances en tenant compte de la présence de personnel féminin (pour l'opération, il s'agira de prévoir la mise en place d'au moins deux bungalow sanitaires distincts dont un sera, dès l'apparition de personnel féminin sur le chantier, réservé à celui-ci).</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier

59	<u>Lavabos</u> Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos ou des rampes alimentées en eau potable, à <b>température réglable</b> , à raison d'un orifice pour dix travailleurs (R4228-7 du Code du travail).	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
27	<u>Douches</u> Sur les chantiers où sont réalisés certains travaux insalubres et salissants, des douches sont mises à la disposition des travailleurs (R4228-8 du Code du Travail).	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée interv.
170	<b>Salle de réunion</b> Les réunions de chantier auront lieu dans le réfectoire de la base vie du prijet  Une salle de réunion pourra être mise à disposition par le MOA en cas d'exception.	DEMOLITION - GROS OEUVRE Maître d'ouvrage	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
85	<b>Tableaux d'informations des salariés</b> Prévoir un tableau d'affichage en zone de cantonnement, dédié à l'affichage "sécurité" (consignes en cas d'accident, horaires de chantier, affiches de sensibilisation à la prévention, information générale sécurité, compte-rendu de réunion, déclaration préalable...)	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
173	<b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b> L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement .  <b>Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au lot G.O.</b>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
103	<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b> Les dépenses de fonctionnement du chantier relatives aux consommations d'énergies sont portées au compte prorata conformément aux prescriptions de la NFP 03- 001 et/ou des dispositions des pièces du marché.	Compte prorata	Compte prorata	Durée chantier
172	<b>Consommation et abonnements</b> Les dépenses de fonctionnement du chantier relatives aux consommations d'énergies sont portées au MOA <ul style="list-style-type: none"> <li>• consommation d'eau (relevé sur compteur)</li> <li>• mise place robinets de puisage, tuyaux d'arrosage etc...</li> <li>• consommation d'électricité y compris entretien des installations</li> <li>• abonnement ordures ménagères</li> <li>• abonnement et consommation téléphone, appareillages bureaux, salle de réunion</li> </ul>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier
171	<b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b> <b>Nettoyage des installations</b> Les dépenses liées au contrat de nettoyage de l'ensemble des locaux du cantonnement y compris ceux éventuellement installés dans les ouvrages seront imputées au lot G.O.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
42	<b>CHAUFFAGE DU CHANTIER</b> Lorsque le chauffage ou le préchauffage du chantier est nécessaire pour la bonne marche des travaux, les frais afférents feront l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du Maître d'oeuvre, entre le Maître d'ouvrage et les entrepreneurs des différents corps d'état intéressés. <b>Ces frais ne doivent en aucun cas figurer au compte prorata.</b>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b>			

83	<p>Chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)</li> <li>en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc. )</li> </ul> <p>Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
70	<p><b>Nettoyage de la voirie extérieure au chantier</b></p> <p>Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des rues adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable.</p> <p>En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier

### 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
13	<p><b>SOL ET SOUS-SOL</b></p> <p><b>Rapport de sol</b></p> <p>Le rapport de sol est joint au dossier de consultation des entreprises. Les entreprises intervenantes prendront en compte les conclusions, en particulier les recommandations relatives à la nature des sols, aux pentes de talutage à respecter, au type de fondation pour les engins et ouvrages et toutes les préconisations en matière de tenue des terres.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avant démarrage des travaux
130	<p><b>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</b></p> <p>Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet,</li> <li>- déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention.</li> </ul> <p>Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr">www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr</a>.</p> <p>La consultation du Télé- service est obligatoire.</p> <p>Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.</p> <p><b>D.T.</b></p>	<p>CHARPENTE - COUVERTURE</p> <p>DEMOLITION - GROS OEUVRE</p> <p>Maître d'ouvrage</p>	Maître d'oeuvre	Avt arriv. Ent

24	<p>Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service <b>www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr</b>.</p> <p>Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé.</p> <p>Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux</p> <p><b>D.I.C.T.</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avt arriv. Ent
158	<p>Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service <b>www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr</b>, afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux.</p> <p>Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants.</p> <p>Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise.</p> <p>Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.</p>	<p>CHARPENTE - COUVERTURE</p> <p>DEMOLITION - GROS OEUVRE</p>	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


## 2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
89	<p><b>AMIANTE</b></p> <p><b>Retour diag amiante</b></p> <p>Un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant la réalisation de travaux a été réalisé par AC ENVIRONNEMENT en date du 05/08/2024 sous le n° de référence 002EW244491.</p> <p><b>Conclusion: Il a été relevé des matériaux et produits contenant de l'amiante</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
174	<p><b>AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) DANS LES ENROBES</b></p> <p><b>Retour HAP</b></p> <p>Un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux dans les ouvrages de génie civil, infrastucture de transport et réseaux divers "HAP" a été réalisé par AC ENVIRONNEMENT en date du 05/08/2024 sous le n° de référence 002EW244491.</p> <p><b>Conclusion: Il n'a pas été relevé des matériaux et produits contenant de l'amiante</b></p>			
122	<p><b>PLOMB</b></p> <p><b>Retour diag PLOMB</b></p> <p>Un rapport de repérage de matériaux et revêtements contenant du plomb avant démolition ou travaux a été réalisé par AC ENVIRONNEMENT en date du 05/08/2024 sous le n° de référence 002EW244491.</p> <p><b>Conclusion: Il a été recensé des revêtements et/ou des matériaux contenant du PLOMB à faible valeur.</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b>			
127	<b>Fléchage, signalisation</b> Mettre en place les fléchages et la signalisation horizontale et verticale conformément au plan de circulation.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
58	<b>Dénivelés de sols, trémies, regards, caniveaux...</b> <b>Avant de faire circuler un équipement de travail sur un plancher ou dallage, vérifier la compatibilité entre la charge maximum admissible sur ce plancher ou dallage et le poids de l'équipement de travail.</b>  Lorsqu'un équipement de travail (échafaudage roulant, PEMP, monte plaque, etc.... ) est amené à évoluer en bordure de trémie non fermée, celle-ci sera munie en périphérie, d'un dispositif positionné et fixé en retrait par rapport au bord de la trémie, capable de stopper les roues de l'équipement avant qu'il ne soit déséquilibré ou qu'il ne chute dans la trémie. Mettre en place une signalisation par panneau et feu à éclat à l'entrée de la zone dangereuse.  Rédiger une consigne écrite à remettre à tous les conducteurs d'engins. La leur commenter.  Mettre en place des obturateurs ou des toles de résistance suffisante, fixés, sur les réservations, les regards, les caniveaux, les tranchées.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
117	<b>Dégradation du terrain par engin de chantier</b> En cas d'utilisation d'engins susceptibles de causer des <b>dégradations</b> aux voiries et/ou plateformes provisoires, prévoir les moyens propres à la préservation ou à la restitution des sols dans leur état initial.  Toute entreprise qui utilisera des engins lourds, tel que grue automotrice, Manitou, etc., sur des zones où se trouvent des canalisations, des câbles, des ouvrages enterrés, sur des dallages ou des planchers d'ouvrages communiquera, pour accord préalable au Maître d'oeuvre, les caractéristiques et les poids des engins avant intervention.	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
49	<b>CIRCULATION DES PIETONS</b> Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables. <b>Rampe d'accès</b>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier

62 	Prévoir une rampe d'accès au droit de chaque entrée du bâtiment (entrées principales, baies vitrées)	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Dès la réalisation du dallage
91	<b>MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES</b> Le choix et la mise en place de <b>moyens de circulation</b> de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en <b>conformité</b> avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront <b>dimensionnés</b> , installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront <b>équipés</b> de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils <b>garantiront</b> l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
154	<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b> Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier... La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier. Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront mises en oeuvre.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
55	<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</b> L'utilisation <b>généralisée</b> de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation <b>ne permet pas</b> de répondre aux principes généraux de prévention. Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise. Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins <b>trois points</b> de préhension, simultanément. Cette règle <b>interdit</b> le port manuel de charge sur une échelle. <b>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<b>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</b>			



34	<p>La mise en place des protections collectives <b>préalablement</b> à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront <b>conçues et installées</b> selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réalisation des protections collectives définitives <b>intégrées</b> dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier.</li> <li>- L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
88	<p><b>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</b></p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au <b>levage de charges</b> doivent être utilisés de manière à <b>garantir</b> leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levages seront réputés <b>conformes</b> aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront pouvoir <b>justifier</b> à tout moment de ces conformités.</p> <p>Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des <b>autorisations de conduite</b> correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
161	<p><b>Sujétions relatives à l'utilisation des appareils de levage</b></p> <p>N'utiliser les chariots élévateurs pouvant entraîner des dégradations du sol qu'en cas de nécessité, les dégradations du sol devront être reprises au fur et à mesure.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
50	<p><b>Nature et tenue du sol</b></p> <p>Interdire la mise en place sur un sol constitué de remblais, non plan, non compacté ou présentant des excroissances (rail, roche émergente, ...).</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
67	<p><b>Proximité de terrassement en excavation</b></p> <p>Interdire les appuis des engins de levage en bord de talus ou de tranchée.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
139	<p>Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définis dans les notices</p> <p><b>Zone de survol du chariot</b></p> <p>Mettre en place une gestion automatique des zones de survol et d'évitement d'obstacles.</p> <p>Transmettre par écrit les consignes d'interdiction de survol de charge au grutier.</p>	CHARPENTE - COUVERTURE DEMOLITION - GROS OEUVRE	Coord.SPS Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<b>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b>			

52	Afin de limiter les risques de <b>troubles musculo-squelettiques</b> , des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être <b>formés</b> à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont <b>obligation</b> de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront <b>détaillées</b> par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
12	<b>Déchargement</b> Prévoir les moyens de déchargements mécaniques en privilégiant l'utilisation de la grue de chantier	Toutes entrep.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
99	<b>Conditionnement des matériaux et matériels</b> Conditionner les matériels et matériaux de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

### 3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
160	<b>APPROVISIONNEMENTS</b> Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : - La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches - Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... - Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
41	<b>Livraisons - Approvisionnements</b> Prévoir de préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant.  Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
175	<b>Alimentation en carburant et entretien des engins et véhicules de chantier</b> L'alimentation des engins et véhicules de chantier ainsi que les opérations d'entretien, ne pourront avoir lieu sur le chantier que s'ils sont exécutés sur une <b>aire étanche</b> munie d'un canal d'écoulement et d'un puisard de réception des eaux polluées, de capacité suffisante.  Les dispositifs de lutte contre l'incendie et de pollution sont à prévoir à proximité immédiate de cette aire.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
	<b>STOCKAGES</b>			



25	<p>Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).</p> <p>Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.</p> <p><b>Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
129	<p>Aménager les zones de stockage de produits <b>chimiques</b> conformément aux dispositions réglementaires et consignes du fournisseur (rétention de capacité suffisante, moyens de lutte contre l'incendie,...).</p> <p>Baliser chaque zone de stockage.</p> <p><b>Signaler</b> les stockages de produits dangereux par des affichettes mentionnant les étiquettes de danger correspondant aux produits stockés ainsi que les conseils de prudence relatifs à la manipulation de ces produits (interdiction de fumer, interdiction de points chauds, règles d'utilisation, port des EPI, ...)</p> <p><b>Fractionnement et étiquetage des produits</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
81	<p>Tout contenant doit <b>obligatoirement</b> porter une étiquette correspondant aux caractéristiques et dangers du produit qu'il contient.</p> <p>Lors de toute opération de fractionnement, consistant à répartir une quantité de produit en plusieurs quantités plus petites dans des contenants secondaires, l'étiquetage doit être répercuté sur chacun des contenants secondaires.</p> <p>L'utilisation de contenant inapproprié, notamment ceux de type alimentaire pouvant être à l'origine de confusion de la part d'un utilisateur, doit être proscrit.</p> <p><b>Incompatibilité entre produits</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
94	<p>Stocker les produits chimiques en respectant les <b>règles d'incompatibilité</b>.</p> <p>Veillez à <b>séparer</b> physiquement les produits incompatibles.</p> <p><b>Produits inflammables</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

60	<p>Le stockage des <b>liquides inflammables</b> doit être effectué, en tenant compte des quantités et de la caractéristique des produits stockés.</p> <p>Toutes les dispositions concernant les risques liés au contact , à la manipulation des produits et leurs conditionnement seront prises conformément aux instructions données dans les Fiches de Données de Sécurité.</p> <p>Le local de stockage sera isolé, facilement condamnable, éclairé, ventilé, équipé de bacs de rétention , de matière absorbante à proximité et comportera des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux produits stockés.</p> <p>Les appareils électriques amovibles utilisés seront de classe TBT</p> <p>Les notices d'utilisation devront être clairement expliquées aux utilisateurs et être rédigées en Français.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
165	<p>Signaler les stockages de produits dangereux par des affichettes mentionnant les étiquettes de danger correspondant aux produits stockés ainsi que les conseils de prudence relatifs à la manipulation de ces produits (interdiction de fumer, interdiction de points chauds, règles d'utilisation, port des EPI, ...)</p> <p><b>Dans le cadre de la prévention des risques, le remplacement de ces produits inflammable et nocif devront être en priorité remplacés par des produits en phase aqueuse , la correspondance des matériaux pourra être retrouvée par l'intermédiaire du site : <a href="http://www.substitution-cmr.fr/">http://www.substitution-cmr.fr/</a></b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
119	<p><b>Stockage de canalisations de grands diamètres</b></p> <p>Les canalisations seront stockées en "pyramide" en tenant compte de leurs différents diamètres et de leurs formes particulières. Le mélange de différents matériaux est à proscrire. La <b>hauteur</b> de stockage devra être limitée pour éviter les risques d'éboulement et éviter aux utilisateurs de monter sur les canalisations pour les opérations d'élinguage. Mettre en place des protections adaptées aux extrémités de tuyaux métalliques s'il subsiste un risque de blessure dû à la découpe.</p> <p>Stocker les canalisations sur un <b>sol plan</b>. Ne pas les stocker à proximité des tranchées. Elles seront <b>calées</b> par tout moyen adapté : cales, épingles métalliques, ...</p> <p>Il sera prévu un <b>enclos</b> de stockage avec une signalisation adaptée.</p> <p>Les systèmes de stabilisation ou calage utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
10	<p><b>Stockage de bobines et tourets</b></p> <p>Les systèmes de <b>stabilisation ou calage</b> utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.</p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
80	<p><b>Palettes de conditionnement des menuiseries extérieures</b></p> <p><b>Les palettes de CONDITIONNEMENT des MENUISERIES EXTERIEURES ont parfois une forte emprise de STOCKAGE sur les chantiers</b> En fonction de leurs durées de stockages sur le chantier , ces emprises peuvent avoir des répercussion directes sur la bonne gestion des STOCKAGES TCE sur les chantiers et sur les circulations en rives des ouvrages</p> <p><b>De manière à ne pas générer ces emprises , ces palettes déchargées de leurs contenus devront être évacuées du site sous 72 heures</b></p>	MENUISERIES EXTERIEURES	MENUISERIES EXTERIEURES	Durée chantier

### 3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
101 	<b>EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI</b> Les déchets doivent être <b>stockés</b> hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied. Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...). Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
8	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</b> <b>Produits chimiques</b> <u>Produits chimiques</u> Stocker et évacuer les déchets de produits chimiques ou inflammables conformément aux fiches de données de sécurité. Prévoir de les évacuer au plus tôt du chantier	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

### 3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b>			

45	<p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p> <p><b>Maintenance des protections collectives</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
1	<p><b>Prévoir d'assurer la maintenance des protections collectives sur le chantier.</b></p> <p>la mise en place de PROTECTIONS COLLECTIVES PROVISOIRES est une obligation à la charge de toute les Entreprises du chantier pour les zones les concernants</p> <p>Leurs maintenances en place et en état sera à la charge de l'ensemble des Entreprises qui auront du les installer.</p> <p>En cas de départ du chantier, l'entreprise désignera une entreprise de son choix pour assurer cette maintenance.</p> <p><b>Enlèvement temporaire d'une protection collective</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
141	<p><b>Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. Signaler le danger.</b></p> <p><b>Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
107	<p>L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux.</p> <p>L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation.</p> <p>Le danger sera signalé par tout moyen efficace.</p> <p>Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<p><b>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</b></p>			

61	<p><b>Rappel</b> : l'installation électrique temporaire fera l'objet de <b>vérification initiale et périodique</b>.  Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement , afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.  La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.  Toute personne <b>constatant</b> une anomalie, une déféctuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE ELECTRICITE	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
64	<p><b>Surveillance et maintenance de l'installation électrique</b>  Assurer la surveillance et la maintenance de l'installation électrique du chantier conformément aux prescriptions de l'article R. 4226.7 du code du travail (décret du 2010-1016 du 30 aout 2010)</p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
115	<p><u>Périodicité des actions de surveillance et maintenance</u>  La <b>surveillance</b> des installations électriques aura lieu une fois par semaine et comprendra le contrôle des points lumineux, des coffrets de chantier, du balisage et blocs de secours.</p> <p>Mettre en place et tenir à disposition de l'ensemble des entreprises du chantier, un registre d'observations leur permettant de consigner :  - les constats de pannes, défauts etc.  - les demandes de modification, de transformation des installations électriques (coffrets, éclairage etc.)</p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
87	<p><b>Vérifications initiales et périodiques de sécurité</b>  <b>Faire vérifier l'installation électrique de chantier par un organisme accrédité</b> :  - avant sa mise en service ;  - à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ;  - avant l'arrivée des corps d'état secondaires  - périodiquement, au moins une fois par an, si la durée du chantier est supérieure à un an.</p> <p>Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu.</p> <p><b>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
7	<p>Ne brancher que du matériel électrique en <b>bon état</b> sur les armoires et coffrets de distribution.  - Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques.  - Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites.  - Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
104	<p><u>Armoires, coffrets, prolongateurs</u>  Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (catégorie B)</p> <p>Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) avec fiche étanche (fiches à usage domestique interdites).</p> <p><u>Panne, anomalie, déféctuosité</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier


113	<p>Il est <b>interdit d'intervenir</b> sur l'installation électrique de chantier si l'on n'est pas titulaire d'une habilitation délivrée par son supérieur hiérarchique et désigné pour cela.</p> <p>En cas de panne, d'anomalie, de défectuosité, les personnels habilités et désignés par l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance de l'installation électrique sont seuls habilités à intervenir.</p> <p>L'utilisateur qui constate une panne, anomalie, ou défectuosité dans le fonctionnement de l'installation électrique, doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique et l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
-----	---	----------------	--	----------------



### 3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
74	<p><b>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</b></p> <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un <b>même</b> équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les <b>règles d'organisation</b> indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
125	<p><b>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</b></p> <p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de mise à disposition</li> <li>les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter</li> <li>les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt</li> <li>les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir</li> <li>tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc...</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée




### 3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
36	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b> La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention : - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
121 	<b>Projection de matières</b> Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en oeuvre des systèmes anti-projection.  A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses.  Porter obligatoirement des lunettes de sûreté pour tous travaux sur des matériaux durs susceptibles de produire des éclats.  <b>Travaux par point chaud</b>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


162	 <p>Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étancheur) uniquement au personnel spécialisé. Fournir les équipements spécifiques. Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation. Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées. Stopper tout les travaux par point chaud, deux heures avant la fin de travail</p> <p><b>Un permis devra être rédigé avec les entreprises concernées et le MOA avant travaux</b></p> <p><b>Mise en exploitation de parties d'ouvrages (locaux, machines, équipements, installations )</b></p>	Maître d'ouvrage	Entrep. concernée	Durée chantier
54	 <p>Rendre la zone chantier close et indépendante de la zone en exploitation.</p> <p>Etablir les procédures d'accès sur la partie commune au chantier et à l'exploitation</p> <p><b>LA MISE SOUS TENSION ANTICIPEE des INSTALLATIONS ELECTRIQUES DEFINITIVES du site sera chaque fois conditionné par la production d'un rapport de contrôle établi et diffusé par un organisme accrédité , réserves levées si nécessaire</b></p>	CVPS ELECTRICITE	Maître d'oeuvre	Durée chantier
97	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b></p> <p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p> <p><b>Interventions simultanées</b></p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
40	<p><b>Mettre en place les mesures de protections collectives nécessaires pour garantir la sécurité des autres intervenants.</b></p> <p><u>Travaux superposés</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
148	<p>Interdire les travaux superposés.</p> <p>Les interventions des entreprises devront être décalées dans le temps et ou l'espace.</p> <p><b>Interventions successives</b></p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
157	<p>Prévoir de mettre en place les mesures de protections collectives appropriées et nécessaires à la prévention des risques pour les intervenants à venir</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</b></p>			




112	<p>Qu'il s'agisse d'opérations de <b>retrait / encapsulage</b> ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co-activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le <b>plus bas techniquement possible</b> la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations.</p> <p><b>Ces moyens comprennent :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction.</li> <li>Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination.</li> <li>Le contrôle de l'empoussièrement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4).</li> </ul> <p><b>Moyens de protection collective</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt arriv. Ent
93	<p>Mettre en œuvre les moyens de <b>protection collective</b> destinés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'abattage des poussières ;</li> <li>- L'aspiration des poussières à la source ;</li> <li>- La sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ;</li> <li>- La décontamination des intervenants, matériels, installations, équipements.</li> </ul> <p>En assurer l'<b>entretien</b> et faire procéder périodiquement aux vérifications prescrites par la réglementation.</p> <p><b>Signalisation de la zone de l'opération - Interdiction d'accès</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
110	<p>Mettre en place et entretenir une <b>signalisation efficace</b> de la zone de travaux amiante mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'interdiction absolue d'accéder à toute personne non concernée par les travaux sur l'amiante,</li> <li>- Le niveau d'empoussièrement estimé,</li> <li>- Les EPI obligatoires.</li> </ul> <p>Mettre en place et entretenir une <b>condamnation</b> de son accès par des dispositifs matériels.</p> <p><b>Mesures d'empoussièrement dues par l'entreprise</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
132	<p>Afin de maîtriser le risque de coactivité lié à la présence d'amiante, le programme de mesures établi par l'entreprise, détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE - Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4), comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les mesures pendant l'opération : à proximité des rejets des extracteurs, en zone d'approche du personnel, en zone de récupération base vie, en zone d'approche du sas déchet, environnementales dans les locaux affectés aux travaux, ainsi que dans les locaux adjacents occupés et les zones de passage du public.</li> <li>La mesure dite de restitution 1, ou libératoire, affectuée avant la dépose du confinement.</li> </ul> <p>Les résultats de ces mesures sont consignés par l'entreprise dans un cahier tenu à disposition sur le lieu de l'opération.</p> <p><b>Mesures d'empoussièrement dues par le maître d'ouvrage</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

11	 <p>Afin de maîtriser le risque de coactivité lié à la présence d'amiante, le maître d'ouvrage fait réaliser les examens visuels et mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une mesure dite de fin de chantier amiante après l'intervention des autres corps d'état.</li> </ul> <p>Les résultats de ces examens et mesures d'empoussièrement sont communiqués au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.</p>	Maître d'ouvrage	Coord.SPS Maître d'oeuvre	Après intervention amiante
78	<p><b>Rupture de confinement ou panne des extracteurs</b></p> <p>Conduite à tenir par l'entreprise en cas de rupture du confinement ou panne des extracteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêter immédiatement les travaux en cours</li> <li>• Demander à l'ensemble des entreprises d'évacuer le chantier</li> <li>• Prévenir le Maître d'Ouvrage, le maître d'oeuvre et le C. SPS</li> <li>• Réparer le confinement ou remettre en service les extracteurs</li> <li>• Effectuer les mesures environnementales d'empoussièrement</li> <li>• Provoquer une réunion avec le Maître d'ouvrage, le Maître d'oeuvre, le C. SPS, les entreprises, et le cas échéant la DIRECCTE et la CARSAT avant toute reprise des travaux.</li> </ul>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée interv.
65	<p><b>Dépassement du niveau d'empoussièrement estimé</b></p> <p>Le niveau d'empoussièrement <b>dépasse</b> le niveau d'empoussièrement estimé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suspendre les travaux et faire évacuer la zone de l'opération ;</li> <li>• Mettre en œuvre les moyens destinés à réduire le niveau d'empoussièrement ;</li> <li>• Contrôler à nouveau le niveau d'empoussièrement.</li> </ul> <p>Les intervenants pourront retourner dans la zone de l'opération lorsque le niveau d'empoussièrement aura été réduit et sera conforme au niveau d'empoussièrement estimé.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée interv.
150	<p><b>Dépassement du niveau 3 d'empoussièrement code du travail</b></p> <p>Le niveau d'empoussièrement dépasse le 3ème niveau fixé par le code du travail (Sup. à 25 000 F/L) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suspendre immédiatement les travaux et faire évacuer la zone de l'opération ;</li> <li>• Interdire l'accès à toute personne dans les zones contaminées ;</li> <li>• Informer de ce dépassement le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre, le C. SPS, les entreprises, la DIRECCTE et la CARSAT ;</li> <li>• Provoquer une réunion avant toute décision de reprise des travaux avec le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre, le C. SPS, les entreprises, la DIRECCTE et la CARSAT.</li> </ul> <p><b>Dépassement du niveau d'empoussièrement code de la santé publique</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée interv.

22	<p>Le niveau d'empoussièrement dépasse le seuil fixé par le code de la santé publique (Sup. à 5 F/L) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suspendre immédiatement les travaux et faire évacuer la zone de l'opération ;</li> <li>• Interdire l'accès à toute personne dans les zones contaminées ;</li> <li>• Informer de ce dépassement le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre, le C. SPS, les entreprises ;</li> <li>• Informer de ce dépassement de seuil le Préfet, ainsi que les mesures prises pour y remédier ;</li> <li>• Provoquer une réunion avant toute décision de reprise des travaux avec le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre, le C. SPS, les entreprises.</li> </ul> <p><b>Découverte d'amiante en cours de travaux</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée interv.
102	<p>En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise <u>avertira immédiatement</u> la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires. Le Coordonnateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.</p> <p><b>Amiante conservé</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Coord.SPS Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée interv.
23	<p>Les éléments conservés ou encore en place durant certaines phases seront identifiés clairement avant le démarrage des travaux par un marquage bien visible et lisible : "DANGER AMIANTE"</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée interv.
120	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous section 3)</b></p> <p><b><u>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, ouvrage d'art, canalisation, équipement, etc...) :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis le 1er Juillet 2014 l'entreprise sera obligatoirement titulaire d'une certification pour réaliser les travaux d'encapsulage ou de retrait d'amiante, y compris les entreprises de génie civil en extérieur (par exemple travaux ou interventions sur enrobés, voies ferrées, réseau de canalisations, etc...)</li> <li>- Le personnel intervenant sera formé et recyclé.</li> <li>- L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrement seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions réglementaires de l'article R.4412.126 du code du travail.</li> </ul> <p><b><u>L'entreprise établira :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage, tenu à disposition sur le chantier, qu'elle communiquera au moins un mois avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention du lieu du chantier (inspecteur du travail, service prévention de la CARSAT, OPPBTP)</li> <li>- un rapport de fin de travaux contenant les éléments indiqués à R. 4412.139 du code du travail, qu'elle remettra au maître d'ouvrage pour intégration dans le DIUO et copie au Coordonnateur SPS.</li> </ul> <p>Préalablement à l'enlèvement total ou partiel du dispositif de confinement et à la restitution de la zone, l'entreprise procèdera aux examens, nettoyages, mesures et actions prescrites à R. 4412.140 du code du travail.</p> <p><b>Plan de démolition, encapsulage ou retrait</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
134	<p><b>Transmettre au coordonnateur le plan de retrait approuvé,</b> qui sera intégré dans le PPSPS. Respecter les mesures de prévention définies dans le plan de retrait.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
166	<p>Transmettre votre plan de retrait aux organismes de prévention du lieu du chantier : inspection du travail, Service prévention de la CARSAT, OPPBTP.</p> <p>Tenir un exemplaire à disposition sur le chantier. Mettre à jour ce plan en tant que de besoin.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	1 mois au minimum avant intervention

136	<b>ZONES INTERDITES</b> Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, <b>en raison de son caractère inachevé</b> , et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée. <b>Son accès sera interdit</b> par des dispositifs matériels. La ou les zones concernées seront signalées par tout moyen : balisage, panneau "Zone dangereuse - Accès interdit", etc.... L'entreprise chargée de la partie de l'ouvrage en informera sans délai la maîtrise d'œuvre afin que cette dernière transmette l'information à l'ensemble des entreprises du chantier et interdise l'accès et le travail dans la zone concernée.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
144	<b>PORT DES E.P.I.</b> Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...). <b>Port des EPI lors de travaux particuliers</b> Lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, utiliser des protections individuelles, choisies en fonction de votre analyse préalable de risques .	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
48		Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
5	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b> Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible. <b>Pose et dépose de protections collectives</b> Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,). En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces. <b>Protections périphériques</b>	CHARPENTE - COUVERTURE DEMOLITION - GROS OEUVRE TRAITEMENT DE FACADES	CHARPENTE - COUVERTURE DEMOLITION - GROS OEUVRE TRAITEMENT DE FACADES	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
3	<b>Pose et dépose de protections collectives</b> Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,). En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces. <b>Protections périphériques</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

16	 <p>Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps</li> <li>- Une main courante</li> <li>- Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être &gt;50cms</li> </ul>	<p>CHARPENTE - COUVERTURE</p> <p>DEMOLITION - GROS OEUVRE</p> <p>TRAITEMENT DE FACADES</p>	<p>CHARPENTE - COUVERTURE</p> <p>DEMOLITION - GROS OEUVRE</p> <p>TRAITEMENT DE FACADES</p>	Durée chantier
149	<p><b>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</b></p> <p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée interv.
30	<p><b>Tubes en attente</b></p> <p>Les solutions mises en œuvre seront choisies par l'entreprise et son bureau d'études, en fonction des types de tube, de la nature et du diamètre utilisés, dans le respect des règles de construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• crossage du tube,</li> </ul> <p>Dans l'hypothèse où ces dispositions de prévention auraient été omises au stade de l'établissement des plans d'exécution, l'entreprise mettra en œuvre des solutions de remplacement et les mentionnera dans son PPSPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier.</li> </ul>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
4	<p><b>Armatures en attente</b></p> <p>Toutes dispositions de prévention des risques relatives aux armatures en attente devront être entreprises au stade de l'établissement des plans d'exécution BA ou des réseaux techniques. Ces dispositions devront être mentionnées sur les plans d'exécution ainsi que dans le PPSPS de l'entreprise. Les solutions mises en œuvre devront être choisies par l'entreprise et/ou son bureau d'études, en fonction des types, de la nature, du diamètre des armatures et/ou des tubes, dans le respect des règles de construction.</p> <p>- Les gouttières en PVC de sécurité (files d'acier droit) devront être préférées aux embouts de protection.</p> <p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
56	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS</b></p> <p>Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme <b>postes de travail</b> conformément au code du travail.</p> <p>La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention</p> <p><b>Echelles</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

9	<p>Faire reposer les appuis des échelles sur des supports stables, résistants et de dimension adéquate afin de demeurer immobiles.</p> <p>Fixer les échelles dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, ou les maintenir en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente.</p> <p>Faire dépasser les échelles d'au moins 1 mètre le niveau d'accès.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
90	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</b></p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une <b>personne compétente</b> et par des travailleurs ayant reçu une <b>formation</b> à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est <b>formellement interdit</b> à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées.</p> <p><b>Préparation du sol</b></p> <p>Faire effectuer le nivelage et le compactage du sol avant de commencer le montage de l'échafaudage.</p> <p>Prévoir la réalisation d'une plateforme autour des bâtiments (mini 3m)</p> <p><b>Ancrages</b></p> <p>Prévoir chaque fois de mettre en place les ancres et amarrages, suivant notice ou plan de montage des échafaudages.</p> <p><b>Echafaudage périphérie</b></p> <p>Le lot FACADE devra intallé sur toute la périphérie de chaque bâtiment et permettre la réalisation des travaux des autres corps d'état.</p> <p>Au droit des bas de pente, des rives de la toiture et des chiens-assis, le garde-coprs de l'échafaudage devra se trouver à plus d'un mètre en tout point de la toiture.</p>	TRAITEMENT DE FACADES	TRAITEMENT DE FACADES	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
145	<p><b>Préparation du sol</b></p> <p>Faire effectuer le nivelage et le compactage du sol avant de commencer le montage de l'échafaudage.</p> <p>Prévoir la réalisation d'une plateforme autour des bâtiments (mini 3m)</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Avt arriv. Ent
46	<p><b>Ancrages</b></p> <p>Prévoir chaque fois de mettre en place les ancres et amarrages, suivant notice ou plan de montage des échafaudages.</p>	TRAITEMENT DE FACADES	TRAITEMENT DE FACADES	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
143	<p><b>Echafaudage périphérie</b></p> <p>Le lot FACADE devra intallé sur toute la périphérie de chaque bâtiment et permettre la réalisation des travaux des autres corps d'état.</p> <p>Au droit des bas de pente, des rives de la toiture et des chiens-assis, le garde-coprs de l'échafaudage devra se trouver à plus d'un mètre en tout point de la toiture.</p>	TRAITEMENT DE FACADES	TRAITEMENT DE FACADES	Durée chantier
38	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES</b></p> <p>Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...).</p> <p>Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage <b>solidement fixé</b> (petite trémie de section &lt; à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section &gt; à 1m²).</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<p><b>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</b></p>			



152	<p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de terre rapportée sur la zone de ses travaux</li> <li>• de réseaux ou canalisations enterrés</li> <li>• des risques d'impregnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux</li> </ul> <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p> <p><b>Moyens de franchissement : piétons - Véhicules</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
146	<p>Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur.</p> <p>Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.</p> <p><b>Moyens de protection contre les chutes dans la fouille</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée interv.
15	<p>Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
71	<p><b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b></p> <p>Les travaux superposés <b>sont proscrits</b> : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement,</li> <li>- en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage,</li> <li>- en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié,</li> <li>- en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... ,</li> <li>- en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.</li> </ul> <p><b>Port du casque</b></p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
69	<p>Porter le casque lors des déplacements ainsi que dans les zones de travail présentant des risques de chutes d'objets ou de projections.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
109	<p><b>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</b></p> <p><b>Nuisances dues au bruit :</b> Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.</p> <p>Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières.</p> <p><b>En cas d'impossibilité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ventiler les locaux hors d'air.</li> <li>- humidifier les matériaux ou le sol.</li> <li>- aspirer les poussières à la source.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
	<b>UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX</b>			


106	<p>Se conformer à la fiche de donnée de sécurité pour l'utilisation et le stockage de produits dangereux</p> <p>L'utilisation de produit à base de solvant et inflammable sera faite dans des zones fortement ventilées.</p> <p>Appliquer toutes les dispositions en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur.</p> <p>Fournir les notices d'utilisation rédigées en français aux utilisateurs, et les expliquer clairement.</p> <p>Fournir les équipements spécifique requis dans les fiches de données de sécurité.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
142	<p><b>RISQUES LIES A DES TRAVAUX SPECIFIQUES</b></p> <p><b>Travaux à risque d'explosion et d'intoxication lors de la mise en oeuvre de produits dangereux</b></p> <p><u>Produits chimiques</u></p> <p>Intégrer les fiches de données de sécurité dans les PPSPS</p> <p>Mettre en oeuvre les produits dans un local ventilé suivant les indications de la fiche de données de sécurité.</p> <p>Faire respecter le port des équipements de protection individuels adapté à la nature des produits suivant les indications de la fiche de données de sécurité.</p> <p>Limiter le nombre de personnes présentes dans la zone de travail</p> <p>Appliquer toutes les dispositions en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur.</p> <p>Fournir les notices d'utilisation rédigées en français aux utilisateurs, et les expliquer clairement.</p> <p>Fournir les équipements spécifique requis dans les fiches de données de sécurité.</p> <p><b>A ce titre une attention particulière sera portée sur les PRODUITS A SOLVANT employés dans le cadre des TRAVAUX D ETANCHEITE en TERRASSES d'ouvrage .</b></p> <p>Dans le cadre de la prévention des risques, le remplacement de ces produits inflammable et nocif devront être en priorité remplacés par des produits en phase aqueuse , la correspondance des matériaux pourra être retrouvée par l intermédiaire du site : <a href="http://www.substitution-cmr.fr/">http://www.substitution-cmr.fr/</a></p> <p><u>Produits inflammables</u></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
44	<p><b>Intégrer les fiches de données de sécurité dans les PPSPS</b></p> <p>L'utilisation de produit à base de solvant et inflammable sera faite dans des zones fortement ventilées.</p> <p>Faire respecter le port des équipements de protection individuels adapté à la nature des produits suivant les indications de la fiche de données de sécurité.</p> <p>Limiter le nombre de personnes présentes dans la zone de travail</p> <p>Appliquer toutes les dispositions en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur.</p> <p>Fournir les équipements spécifique requis dans les fiches de données de sécurité.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



## 4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES




### 4.1. ORGANISATION DES SECOURS






N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
147	<b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b> Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
176	<b>Numéros d'appel d'urgence - Cas général</b> N° à composer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>SAMU : 15 ou 112</b> à partir d'un téléphone fixe ou mobile.</li> <li>• <b>Police ou Gendarmerie : 17</b></li> <li>• <b>Sapeurs pompiers : 18</b></li> </ul> <b>Le DISP devra être au courant si l'intervention des secours à lieu "M. GUERGOURI de la DISP, au 0652169094"</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
43	<b>Téléphone mobile</b> Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
76	<b>Information personnel chantier pour les secours</b> Commenter, aux salariés de chantier, les consignes en cas d'accident ou d'incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>• conduite à tenir pour l'alerte, l'accueil et le guidage des secours</li> <li>• les actions nécessaires pour faciliter l'accès des secours au plus près des victimes</li> <li>• liste des personnes à prévenir</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
63	<b>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</b> Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
95	<b>Liste des SST</b> Fournir la <b>liste</b> des SST de votre entreprise, présents sur le chantier.  Si vous n'en disposez pas, former du personnel affecté au chantier.  <b>Trousse des premiers soins</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

133 	<p>Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée.</p> <p>Une <b>trousse de premier secours</b> doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
92	<p><b>TRAVAILLEURS ISOLES</b></p> <p><b>Rappel</b> : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens <b>d'éviter</b> ces situations de travail.</p> <p>En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise <b>définira</b> dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

## 5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 5.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
105	<b>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</b> Art. L. 4121-5.- Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.</li> <li>de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.</li> </ul>	Toutes entrep.	Coord.SPS Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
84	 <b>Sous-traitants</b> Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées complètes, raison sociale, adresse postale, tel, fax, courriel, nom de la personne responsable des travaux, son adresse mail, son tel GSM et la nature des travaux sous-traités.  Mettre en copie le coordonnateur SPS des déclarations de sous-traitances	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
123	 <b>Réponses aux observations du coordonnateur SPS</b> Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
31	 <b>MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS</b> Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'oeuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, <b>sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel</b> . Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent <b>en informer le coordonnateur SPS</b> . Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur <a href="mailto:prenom.nom@apave.com">prenom.nom@apave.com</a> et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prenom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. <b>Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</b>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
	PPSPS			

72 	<p>Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.</p> <p><b>Remise du PPSPS au coordonnateur</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
53 	<p>Chaque entreprise prépare un projet de PPSPS qu'elle présentera lors de l'inspection commune avant démarrage de l'intervention.</p> <p><b>RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut de PPSPS (Article L.4744-1 à 6 Amende de 9000 euros)</b></p> <p><b>PPSPS des sous-traitants</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Lors de l'inspection commune
66 	<p>Réclamer son PPSPS à votre sous-traitant et nous le communiquer.</p>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
<b>INSPECTION COMMUNE</b>				
18 	<p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</p> <p><b>Demande d'inspection commune avant démarrage travaux</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
124 	<p>Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant <b>doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention</b>, pour effectuer l'inspection commune.</p> <p>Pour les inspections communes avec les sous-traitants, le <b>MOA devra valider la déclaration de sous-traitance et le faire savoir par écrit au CSPS</b>, afin que celui-ci puisse réaliser l'inspection commune</p> <p><b>RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut d'IC (Article L.4744-1 à 6 Amende de 9000 euros)</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Deux semaines avant intervention

## 6. ANNEXES

### 6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 6.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES CENTRE EST- DIJON PENITENTIAIRES CENTRE EST- DIJON D I R E C T I O N INTERREGIONALE DE DIJON 72A RUE D AUXONNE 21033 DIJON CEDEX France		0380770734 0380672055
Maître d'ouvrage personne physique	DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES CENTRE EST- DIJON PENITENTIAIRES CENTRE EST- DIJON D I R E C T I O N INTERREGIONALE DE DIJON 72A RUE D AUXONNE 21033 DIJON CEDEX France	M. GUERGOURI Kamel	0380770734 0624421031 0380672055 kamel.guergouri@justice.fr
Architecte	BAU ARCHITECTES 16 rue de la Butte Chaumont 21240 TALANT France		0380572515 0380572126 bau-architecte@wanadoo.fr
Contrôleur technique de construction	APAVE SUD EUROPE 4 rue Louis de Broglie 21000 DIJON France	M. JAAFAR Hazem	0380787450 0664065352 hazem.jaafar@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON 4 RUE LOUIS DE BROGLIE BP 37004 21070 DIJON CEDEX France	M. BABINSKI CHRISTOPHE	0380787462 0609964348 0380787459 christophe.babinski@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON 4 RUE LOUIS DE BROGLIE BP 37004 21070 DIJON CEDEX France	M. BABINSKI CHRISTOPHE	0380787462 0609964348 0380787459 christophe.babinski@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

### 6.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DDETS UC1 21 boulevard Voltaire 21000 DIJON France		0380457500 ddets-uc1@cote-dor.gouv.fr
CRAM	CARSAT BOURGOGNE FRANCHE COMTE VALMY 46, Rue Elsa Priolet 21000 DIJON France		0380705050 0380705173
OPPBTP	OPPBTP BOURGOGNE FRANCHE-COMTE Service Prévention AT 6 rue Saint John Perse 21000 DIJON France		0380789520 0380789524 bourgognefranchecomte@oppbtp

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 6.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 6.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------



### 6.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	DEMOLITION - GROS OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
02	CHARPENTE - COUVERTURE	<i>Non désigné</i>							
03	ETANCHEITE	<i>Non désigné</i>							
04	TRAITEMENT DE FACADES	<i>Non désigné</i>							
05	MENUISERIES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
06	SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
07	PLATRERIE - CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX-PLAFONDS	<i>Non désigné</i>							
08	MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
09	PEINTURE - REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES	<i>Non désigné</i>							
10	REVÊTEMENTS DE SOLS DURS - FAÏENCES	<i>Non désigné</i>							
11	ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							
12	CVPS	<i>Non désigné</i>							

## 6.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

**Attention** : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage seront joints au DCE.

## 6.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Les documents de repérage des matériaux contenant du plomb communiqués par le maître d'ouvrage seront joints au DCE.

## 6.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- voir document joint en annexe du présent PGC.

## 6.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 6.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 6.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTB.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

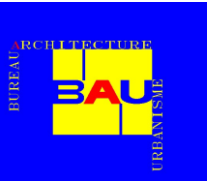
## 6.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

### Fichier(s) en annexe

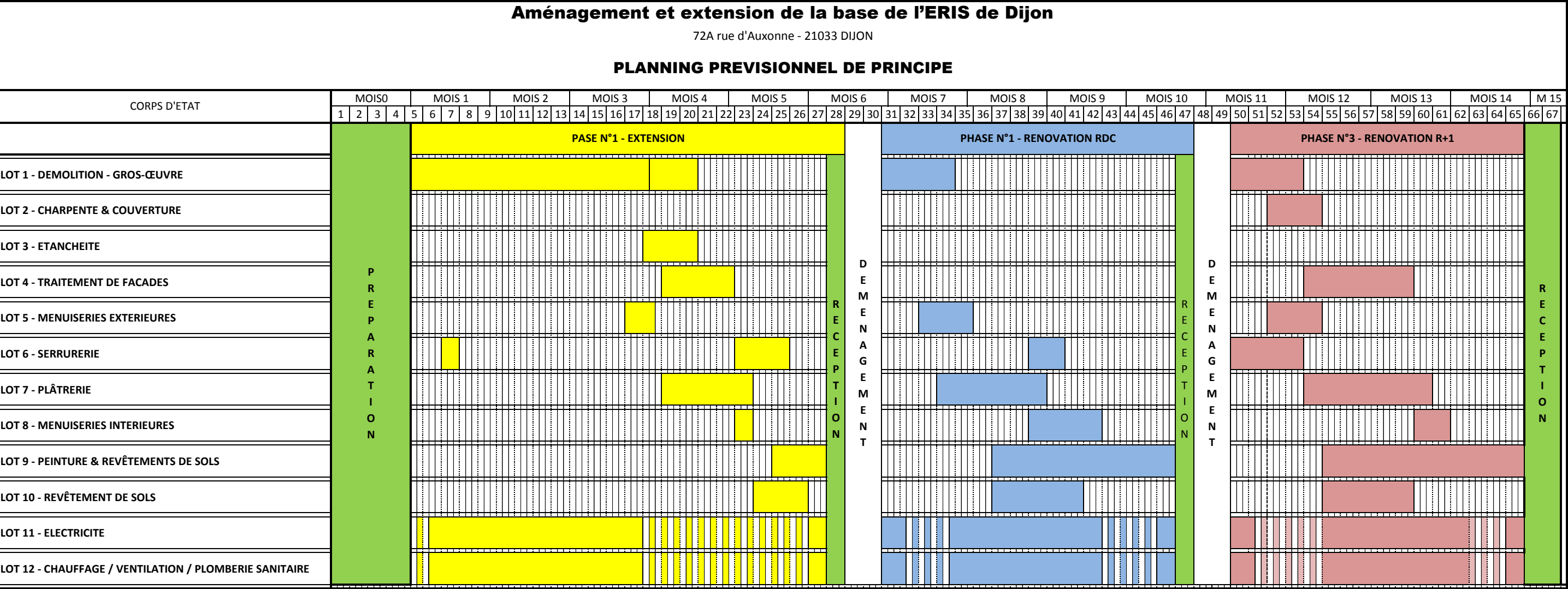
Document Harmonisé des Organisations de Livraisons \_DHOL\_

Planning prévisionnel Travaux-ERIS

.1.2. organismes de préventions institutionnels



Date 10/12/2024



- \_ Phase n°1 : Construction de l’armurerie et de la salle d’opération
- \_ Phase n°2 : RDC avec rénover en priorité les douches et sanitaires
- \_ Phase n°3 : R+1 - Travaux sur la moitié du niveau à la fois

\* Hors congés payés et intempéries éventuel

	<h1 style="margin: 0;">D.H.O.L.</h1> <p style="margin: 0;">Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité</p> <p style="margin: 0;"><i>(Application de la Recommandation R.476)</i></p>
---	---

Indice	Date	Objet des mises à jour	Nom du C. SPS APAVE	<input type="checkbox"/>
01	08/01/2025	Rédaction initiale - DHOL joint au PGC	BABINSKI Christophe	06 09 96 43 48

Partie à renseigner par le Coordonnateur SPS			
Adresse du chantier	<b>72a, Rue d'Auxonne - 21000 DIJON</b>	Coordonnées GPS	
Contraintes horaires de livraison	Suivant le DISP	Moyens mutualisés de levage et manutention PGC SPS	Engin de levage / Grue de levage
Autres renseignements utiles (Contraintes administratives, ...)	Consignes internes du DISP Interdiction de survol		Quai de chargement <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par l'entreprise					
Nom de l'entreprise			Adresse		
Nom du réceptionnaire chargé de l'accueil des livraisons			Coordonnées du réceptionnaire	<input type="checkbox"/>	
Caractéristiques admissibles du véhicule sur le chantier	Gabarit :	PTAC :		Autres caractéristiques :	
Présence d'un chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Distance max zone déchargement / axe camion (en mètre) :	D max = m	Hauteur max zone déchargement (en mètre) :	H max = m
Présence de recettes à matériaux	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Charge utile sur les recettes à matériaux :			
Présence de réseaux aériens dans un rayon de 50 m	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :
Présence de réseaux souterrains	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> Grue de chargement (grue auxiliaire)				
	<input type="checkbox"/> Appareil de levage propre au chantier				
	<input type="checkbox"/> Appareil à charge du fournisseur			Type :	
Signalement de co activités prévisibles le	Description :				

jour de la livraison	
	Mesures de prévention :

## Plan d'installation de chantier

- Consignes de sécurité :
  - Consignes d'accès, de circulation et de stationnement sur le chantier
  - Consigne « conduite à tenir en cas d'accident – Appel des secours »